



**UNION
POUR LA DÉMOCRATIE
ET LE PROGRÈS SOCIAL**

PRESIDENCE DU PARTI

LE SECRETAIRE GENERAL

Conférence de presse du 28/11/2016

1

MESDAMES ET MESSIEURS DE LA PRESSE,

Le contexte sociopolitique qui prévaut actuellement dans notre pays m'oblige, une fois de plus, de fixer l'opinion tant nationale qu'internationale sur des questions brûlantes et ouvertes d'actualité.

J'aborderai 6 sujets qui sont au cœur des préoccupations des Congolaises et Congolais aussi bien à Kinshasa qu'à l'intérieur du territoire national.

- Primo, je reviendrai sur le fameux Accord de la cité de l'Union Africaine, soigneusement orchestré par le très Kabiliste Edem Kodjo et signé le 18 octobre dernier,
- Secundo, je jetterai un regard critique sur le discours à la nation prononcé par Mr. Kabila devant son congrès, le 15 octobre passé ;
- Tertio, j'évoquerai l'interdiction inconstitutionnelle de nos deux derniers meetings du 5 et 19 novembre 2016 ;
- Quarto, je m'arrêterai sur "le Cas Samy Badibanga", désigné 1er Ministre par le Directeur de Cabinet de Mr. Kabila sur ordre de ce dernier, dans les conditions que nous allons éclaircir ici.
- Quinto, je vous parlerai du dialogue inclusif prôné par la CENCO
- Enfin, je conclurai mes propos par un atterrissage sur le 19 décembre prochain, date de la fin du 2ème et dernier mandat de Mr. Joseph Kabila à la tête de la République démocratique du Congo.

Je me mettrai alors à votre disposition pour des questions éventuelles.

MESDAMES ET MESSIEURS DE LA PRESSE,

Je voudrais avant tout, dénoncer avec véhémence les arrestations arbitraires et les intimidations éhontées à l'encore des membres de l'UDPS en particulier, et de l'opposition en général qui sont persécutés par un pouvoir en perte de vitesse et moribond.

Le goulag de Kabila se remplit tous les jours. Les jeunes, les hommes et les femmes sont réduits au silence, à la manière de la tristement célèbre union soviétique ou de la Corée du Nord dont nous connaissons le conditionnement des populations pour applaudir et ne jamais revendiquer.

Nous ne cesserons jamais de réclamer la libération d'Eugène Diomi Ndongala, Jean-Claude Muyambo, de nombreux combattantes et combattants du Parti, à cette liste noire sont venus s'ajouter les figures marquantes de notre lute, en l'occurrence :

2

- Bruno Tshibala Nzenzhe, Secrétaire Général Adjoint de l'UDPS et porte-parole du Rassemblement ;
- David Mukeba, Vice-Président de la Ligue des jeunes de l'UDPS et Président honoraire de la Ligue des Jeunes du Rassemblement ;
- Freddy Mpindi, cadre de l'UDPS et Président honoraire de la Ligue des jeunes de l'UDPS ;
- Monsieur Odon Lufumba, Président de la Ligue des jeunes de l'UDPS, Fédération de Tshangu;
- Et tant d'autres.

Ces arrestations s'inscrivent dans la stratégie de terrorisme d'État que monsieur Kabila a imposé au peuple congolais, pour le décourager et distraire son attention pendant qu'il saute, une à une, les barrières qu'impose la constitution quant au respect des mandats présidentiels. Fait étonnant, depuis que ces vaillants combattants sont réduits au silence, leur impact a redoublé de vigueur puisque leurs noms sont toujours évoqués et associés à la crise actuelle qui colle bien à la personnalité de l'auteur, c'est-à-dire Joseph Kabila.

MESDAMES ET MESSIEURS DE LA PRESSE,

Qu'en est-il de ce qu'il convient d'appeler " l'Accord de la cité de l'Union Africaine", que d'autres n'hésitent à qualifier de "Complot du camps Tshatshi" contre le peuple congolais ?

En effet, l'Accord qui a été signé le 18 octobre dernier par la majorité de Mr. Kabila élargie à ses nouveaux alliés issus de l'opposition, n'est autre qu'un "Coup d'État" constitutionnel que Joseph Kabila tente d'opérer dans le cadre d'une stratégie de rétention du pouvoir au terme du mandat actuel.

En effet, plusieurs formules de maintien de Kabila au pouvoir ayant lamentablement échoué, ses sbires croient maintenant se montrer plus créatifs pour contourner la population et la constitution : Ils lui ont obtenu un accord pour l'aider à traverser, dans un premier temps, l'échéance impérative du 19 décembre 2016, jour prévu de la 1ère passation pacifique du pouvoir entre un président sortant, en l'occurrence, Joseph Kabila et un président élu aux élections tenues dans le délai constitutionnel.

Dans un deuxième temps, Joseph Kabila, après avoir entraîné toutes les autres institutions dans l'illégalité et l'illégitimité, créera les conditions de recours à un référendum, en lieu et place des élections, pour défaire l'article 70 de la constitution qui limite le mandat du Chef de l'État à 5 ans, renouvelable une seule fois, en déverrouillant l'article 220 de la constitution. Sa conquête subtile d'un pouvoir à vie comprend deux grands boucliers : Sa CENI et sa cour constitutionnelle. La première lui donne les résultats qu'il exige, comme en 2006 et en 2011, la 2^{ème} confirme ces résultats et annihile toute forme de contestation. Ce sera ainsi, d'élection en élection. La recherche des mandats à l'infini ou la présidence à vie, telle la velléité de Monsieur Kabila, qui se confond ici avec le Maréchal Mobutu.

En bref, notre pays court le risque d'être pris en otage par Mr. Kabila et son groupe, si les Congolaises et les Congolais ne prennent pas leur destin en main dès ce jour.

Voici les signes qui ne trompent pas :

- Extrait de l'Article 5 de l'Accord signé le 18 octobre : *Dès la convocation des scrutins, la*

CENI est chargée de préparer et d'organiser les élections du Président de la République, des Députés nationaux et provinciaux dans un délai de 6 mois.

Toutefois, en collaboration avec le Comité de Suivi, la CENI DEVRA PROCÉDER À L'ÉVALUATION DE SON CALENDRIER POUR S'ASSURER DE SA MISE EN OEUVRE ET EN TIRER TOUTES LES CONSÉQUENCES POUR SON ACHÈVEMENT.

Kabila et son cabinet feront l'évaluation du calendrier, le moment venu. La CENI communiquera cette évaluation dans son rôle d'interface avec le parlement, le sénat et la société civile. Advenant que cette évaluation recommande un nouveau report d'élection ad vitam aeternam, qu'advient-il ?

4

- À l'article 8, parmi les mesures à prendre par le gouvernement, il est prévu notamment de : *Rétablir l'état civil en vue d'assurer l'organisation et la régularité du processus électoral.*

Dans la situation actuelle du pays, comment peut-on rétablir l'état civil sans organiser le recensement ? N'est-ce pas là une stratégie de mise en œuvre déguisée de la loi qui a été combattue les 19-20-21 janvier 2015 et pour laquelle il y a eu tant de morts dont certaines dépouilles ont été soit jetées dans le fleuve, soit enterrées dans des fosses communes ? Comment les monologues ont-ils sciemment été incapables de démonter ce piège, savamment tendu par Edem Kodjo et la majorité Kabiliste ?

Voilà, en quelques mots, une démonstration claire que la mission d'Edem Kodjo au Congo était en réalité de créer un cadre de sauvetage de Joseph Kabila et de son système corrompu afin de lui permettre de mieux s'organiser pour se maintenir éternellement au pouvoir, soit en évitant d'organiser les élections, soit en les organisant avec son système de fraude adapté à la conjoncture.

Le Président Etienne Tshisekedi wa Mulumba était le premier à détecter la malice d'Edem Kodjo et la stratégie de manipulation qu'il mettait en place pour convertir le dialogue en monologue. Au vu du résultat atteint, les faits et le temps ont donné raison à notre Président, Monsieur Etienne Tshisekedi. Il reste donc un travail à faire et nous pensons que la CENCO est sur la bonne voie.

MESDAMES ET MESSIEURS DE LA PRESSE

J'en arrive à mon deuxième point de cette conférence : le discours de Mr. Kabila devant son congrès. C'est-à-dire, son Parlement et son sénat réunis le 15 octobre dernier, ici à Kinshasa.

Au lieu d'un discours rassembleur, mobilisateur du peuple autour de ses acquis démocratiques et générateur d'espoir pour la jeunesse, le Congo de demain, c'est avec arrogance que Mr Kabila a défié le peuple congolais et la communauté internationale, qui autrefois, l'a appuyé dans l'usurpation du pouvoir. Il a offert à la nation un discours remplis d'approximations et d'imprécisions, un discours de campagne électorale pleins de vœux pieux, de ce qu'il aurait dû réaliser en 15 ans de pouvoir.

Aveuglés par la troupe d'applaudisseurs, Mr Kabila a confondu ses rêves et le bilan catastrophique d'un long règne qui s'étend sur une transition et deux mandats étalés sur une décennie.

Mr. Kabila s'est cru plus rusé que les millions de Congolaises et Congolais qui l'ont entendu déclarer sans vergogne que « que la Constitution n'a jamais été violée et qu'elle sera respectée dans toutes ses dispositions ».

Décidément, Joseph Kabila ne sera jamais un modèle pour les jeunes qui ont partagé le rire, suite à cette déclaration. Pour le peuple, le fait de ne pas l'avoir convoqué aux urnes le 19 septembre dernier est une faute grave et une trahison selon la constitution. Dans la gestion de la Respublica, pour Mr. Kabila, cela est normal.

Du haut de sa tribune, monsieur Kabila s'est évertué à menacer l'opposition en l'accusant de miser sur le sang des Congolais pour accéder au pouvoir et pire encore, il laisse entendre à ses applaudisseurs que l'opposition véritable prend toute la nation en otage.

Ici on peut se poser une question simple : Qui prend le peuple et le pays en otage, c'est celui qui réclame le respect strict de la constitution ? Ou celui qui veut entrainer le pays hors de la constitution ? À chacun d'apprécier la réponse.

Quant à moi, je puis vous assurer que le 15 octobre 2016, Joseph Kabila n'a pas été à la hauteur des attentes du peuple congolais, de la nation congolaise et de nombreux partenaires de la RDC qu'il vilipende aujourd'hui à souhait, parce qu'ils tiennent au respect de la constitution, c'est-à-dire à l'alternance politique et démocratique, le 19 décembre prochain, soit dans une vingtaine de jours.

De manière très démagogique, il a tenté de présenter au peuple congolais, ses 15 années d'échec cuisant comme une présidence pleine de succès et de réussite.

A-t-il dit que le pays était en lambeau à son arrivée au pouvoir en 2001 ? C'est vrai. Je le lui accorde. Le conglomérat d'aventuriers qui gouvernait à l'époque avait perdu pied devant les rebellions qui avaient pris le contrôle des $\frac{3}{4}$ du pays. Et encore, a-t-il donné les véritables raisons pour lesquelles le Congo en était arrivé à être aussi divisé, morcelé, blessé, comptant des millions de morts, de déplacés et des réfugiés internes ?

Je prends soin de lui rappeler que si notre pays avait basculé dans cette violence inouïe, allant jusqu'à être le théâtre de confrontation de 8 armées des pays différents et de 5 rebellions, dans une "première guerre mondiale d'Afrique", c'était à cause des injustices, des violations massives des droits fondamentaux, de la prédation des richesses nationales par les étrangers en complicité avec certains fils du pays, de l'infiltration de toutes les institutions du pays par une pègre étrangère, du manque de la démocratie, etc...

Aujourd'hui, en refusant de respecter le pacte social signé à Sun city dans le but de maintenir un climat qui n'est ni paix, ni guerre accompagnée de toutes sortes de répression et de violation des droits fondamentaux, Joseph Kabila a recréé les mêmes conditions que celles qui avaient fait basculer la RDC dans le chaos, à l'époque de Mzee Laurent Désiré Kabila.

Dans une compétition sportive, très souvent, ce n'est pas le départ qui compte, mais l'arrivée, c'est-à-dire le résultat final. C'est vrai en athlétisme et dans bien d'autres sports.

Quels sont les résultats des quinze années de règne de Joseph Kabila à tête de la RDC ?

Si le pays n'est plus en lambeau, en apparence, ses secteurs vitaux, notamment : social, économique, culturel, scientifique, diplomatique et sanitaire sont complètement délabrés.

Qui ne sait pas aujourd'hui que le Congo est le seul pays au monde dont 80 % de la population sont au chômage, c'est-à-dire sans emplois, particulièrement les jeunes diplômés.

Qui ne sait pas qu'au moins 45 % des enfants du Congo ne sont pas scolarisés parce que les parents sont incapables de payer les frais exigés,

Qui ne sait pas que quelques Congolaises et Congolais qui travaillent gagnent des salaires de misères quand ils ne sont pas du tout payés durant des mois, qui ne sait pas qu'aujourd'hui, à Kinshasa, Lubumbashi, Kisangani, Matadi ou ailleurs au pays, le Congolais vit avec moins d'un dollar par jours et qu'en matière de PIB, notre pays occupe la 288ème place dans le monde, sur 288 pays, selon le dernier classement de la Banque mondiale.

Que dire de l'insécurité permanente à l'Est de la République Démocratique du Congo, où nous assistons quotidiennement à des massacres et tueries de nos compatriotes, dans l'indifférence totale. Par exemple, la nuit du 18 au 19 novembre courant, 34 personnes ont été sauvagement massacrées à Kalemie. Encore, cette nuit (entre le 27 et 28 novembre), 38 personnes sont massacrées à Lubero par des Mai-Mai (source MONUSCO). Alors, affirmer que le pays est pacifié, c'est une hérésie, c'est de l'irresponsabilité.

À cela ajoutons l'électricité, l'eau potable, l'accès aux soins de santé et au logement décent sans oublier le transport en commun qui sont des cauchemars quotidiens pour notre peuple.

Pendant ce temps, un groupe infime qui s'est accaparé du pouvoir et de tous les rouages économiques après avoir installé un système de prédation des richesses naturelles du pays qui leur apportent des milliards logés dans des paradis fiscaux à l'étranger, au détriment de la masse paupérisée et clochardisée.

C'est là le vrai bilan de Joseph Kabila en 15 ans de pouvoir, c'est là le principal motif de la mobilisation du peuple congolais contre son glissement et nous considérons comme une stratégie d'incendier la maison pour ensuite se présenter comme le sauveur. C'est la tactique du pompier-pyromane. Le Congo n'en veut pas.

MESDAMES ET MESSIEURS DE LA PRESSE,

Concernant les violations systématiques de nos libertés fondamentales, garanties par notre constitution, de la part de la mouvance Kabiliste, l'UDPS prend à témoin l'opinion tant nationale qu'internationale, et fait remarquer le fait que la Constitution Congolaise est violée matin, midi et soir par monsieur Kabila et cie.

La décision, d'interdire toute manifestation à caractère politique, prise récemment, par le gouverneur du Katanga et par le gouverneur de la Ville Province de Kinshasa, est à la fois anachronique, anticonstitutionnelle et un non-sens.

Elle traduit bien le mépris de la démocratie et du droit de la part de ce régime.

A deux reprises, nous avons toléré, malgré nous, l'attitude arrogante, contraignante et belliqueuse de ces thuriféraires du Kabilisme, nous empêchant ainsi de tenir nos deux meetings, le 5 et 9 novembre dernier, pourtant programmés et annoncés à l'avance.

Par notre maîtrise, nous avons voulu préserver la paix civile en République Démocratique du Congo, pour accorder la chance qu'il faut à la médiation que mène la CENCO.

Toutefois, nous exigeons le retrait sans délai et sans conditions des policiers lourdement armés, en faction devant la permanence de l'UDPS à Kinshasa-Limete. L'accès à la permanence de notre parti est devenu ainsi périlleuse, par des multiples tracasseries vexatoires envers nos combattants et les passants, de la part de ces policiers.

L'UDPS, reste fidèle aux principes de la démocratie et du respect des droits et des libertés fondamentaux de l'homme ; l'UDPS réaffirme son attachement aux principes de la **NON-VIOLENCE**, de la tolérance et du dialogue. C'est pourquoi, nous souscrivons en connaissance de cause, à la démarche de la CENCO, pour un dialogue inclusif et constructif, conformément à la résolution 2277, du Conseil de Sécurité des Nations Unies et au respect de la Constitution Congolaise.

MESDAMES ET MESSIEURS DE LA PRESSE,

9

Le cas Samy Badibanga a fait couler beaucoup d'encre. De manière informelle, nous avons déjà eu l'occasion d'éclairer l'opinion sur le lien entre sa nomination et l'UDPS.

La nomination de Monsieur Samy Badibanga comme Premier Ministre de Kabila, est un non-événement pour nous et reste un fait divers. C'est une nomination qui a l'odeur de l'imposture au sommet de l'Etat, pour créer la confusion, l'amalgame et de porter un discrédit à l'opposition ;

Certes, Monsieur Badibanga a été, peu avant les élections de 2011, Conseiller spécial du Président Etienne Tshisekedi wa Mulumba. Il est aussi vrai qu'à ces mêmes élections, il a été élu député national du Mont-Amba, sur la liste de l'UDPS, derrière le Président Tshisekedi. Mais au vu de la fraude qui a privé ce dernier de sa victoire au profit de Joseph Kabila, grand perdant, le Président Tshisekedi avait demandé à tous les députés élus sous la bannière UDPS de ne pas siéger au Parlement, où plusieurs soi-disant députés étaient propulsés par la fraude et les faveurs de la CENI, pilotée à l'époque par Ngoy Mulunda.

Samy Badibanga était parmi la trentaine des élus UDPS qui avaient choisi d'ignorer le mot d'ordre du Président pour aller donner des béquilles politiques à Kabila et ainsi crédibiliser la fraude électorale, très préjudiciable à l'UDPS et au peuple congolais.

Depuis 2012, Samy Badibanga et ses collègues se sont auto-exclus du Parti, auquel ils ne rendent pas compte de leurs activités et ne payent pas leurs cotisations annuelles de membres réguliers.

Cependant, malgré cette auto-exclusion, Samy Badibanga et cie ont survécu au Parlement grâce au système de création des satellites de partis favorisé par le gouvernement Kabila pour permettre aux députés dissidents de tirer avantages des structures portant les mêmes nom, sigle, logo et drapeau que le parti d'origine. Ce dédoublement intentionnel des partis racines encouragé par le gouvernement qui délivre les papiers officiels en violation de la loi en vigueur vise à semer la confusion et à entamer l'image des principales formations politiques.

C'est exactement ce que nous vivons actuellement avec Samy Badibanga, membre de la structure UDPS et Alliés et non du Parti UDPS, présidé par Son Excellence Etienne Tshisekedi wa Mulumba.

Cette précision vient d'être fournie à Mr. Kabila par le Département d'État américain, qui a été informé dans la précipitation que le nouveau 1er Ministre nommé par le directeur de Cabinet de Kabila était membre de l'UDPS.

Nous ne sommes pas concernés par cette nomination qui, dans tous les cas, arrive à échéance le 19 décembre, prochain, dans quelques jours.

A l'instar de beaucoup de nos compatriotes, je note avec stupéfaction la malhonnêteté de la mouvance Kabiliste, de vouloir présenter le nouveau Premier Ministre comme membre de l'UDPS et proche conseiller du Président Tshisekedi, afin de justifier leur forfait, et de rééditer ainsi l'exploit, de triste mémoire, du défunt Président Mobutu.

Ce dernier, en nommant Monsieur Birindwa Premier Ministre en 1993, crut ainsi semer la confusion parmi nos compatriotes, pour chercher à diviser et affaiblir l'UDPS et l'opposition d'alors, pour contourner le même UDPS et son Président Monsieur Tshisekedi. Malheureusement, pour lui, la nature en avait décidé autrement et vous connaissez la suite.

MESDAMES ET MESSIEURS DE LA PRESSE,

Comme moi, vous avez entendu plusieurs langues déclarer, avec hargne, qu'il n'y aura pas un 2ème dialogue. Vous avez aussi compris les insuffisances et les dangers que contient l'Accord du 18 octobre pour notre jeune démocratie et pour notre peuple. Nous ne suivrons pas les "va-en-

guerre” qui pullulent dans la majorité élargie rampant aux pieds de Mr. Kabila et faisant des courbettes pour obtenir des postes et des avantages personnels.

L’UDPS et le Rassemblement sont d’avis que seul un dialogue inclusif mettant face-à-face Kabila et ses alliés du camps Tshatshi d’une part, Tshisekedi et le Rassemblement avec leurs alliés d’autre part, permettra de trouver une solution consensuelle pour la gestion de la période de transition jusqu’aux élections apaisées. Cette voie médiane sera trouvée entre l’Accord du 18 octobre et la feuille de route du Rassemblement. Si cette rencontre se déroule avant le 19 décembre, Kabila en fera partie, autrement, il ne sera plus concerné. Étant donné qu’il aura béni le pays et le peuple congolais par son départ, le 19 décembre, 2016.

11

Nous encourageons donc la démarche engagée par la CENCO pour ouvrir la voie au vrai dialogue entre les fils et les filles de ce pays pour éviter le pire.

MESDAMES ET MESSIEURS DE LA PRESSE,

Je conclus mon exposé par la question de savoir qu’arrivera-t-il le 19 décembre prochain, date constitutionnelle de la fin du 2ème et dernier mandat de Joseph Kabila ?

Deux hypothèses se pointent à l’horizon :

- La première est “le respect de la constitution dans toutes ses dispositions” comme l’a dit Kabila lui-même lors de son discours à la nation le 15 novembre dernier. En d’autres mots, Il réalise que le mandat est fini et tire sa révérence. La classe politique mettra en place un mécanisme de gestion du pays jusqu’à la tenue des élections à une échéance la plus courte possible. Nous pensons à une date en 2017.
- La deuxième hypothèse est le refus de Mr Kabila de quitter le pouvoir le 19 décembre à 23H59’.

Il déclenchera, dès lors, une résistance tous azimuts à travers le pays et dans toute la diaspora, en application de l’article 64 de la constitution.

C'est ici que je lance un appel à toute Congolaise et à tout Congolais. Un adage africain dit que " Si un peuple ne prend son destin en main, aucun autre peuple ne le fera à sa place". Quel que soit l'endroit où vous serez le 19 décembre, à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, prenez-vous en charge, comme l'a dit notre Président. Nous ne laisserons pas Kabila défier 70 millions de Congolais. Notre lutte demeure non violente, mais nous luttons, toutefois, pour l'amélioration des conditions sociales des militaires, des policiers, des agents de renseignements, des fonctionnaires, des enseignants, de toute la population.

Nous sommes encouragés par nos meetings manqués du 5 et 19 novembre. Les policiers nous ont barricadés mais les deux cartons jaunes ont été livrés au destinataire. Le 19 décembre, nous sortirons le carton rouge et nous jouerons notre match sur le terrain du boulevard triomphal.

Aucun tank d'eau chaude, aucun gaz lacrymogène ne nous fera reculer. Nous sommes déterminés à défendre la constitution jusqu'au bout pour décourager d'autres Kabila à penser prendre le pays comme leur petit royaume.

JE VOUS REMERCIE.

Jean Marc KABUND-A-KABUND
Secrétaire Général